

Les Possibles — No. 04 Été 2014

Compte rendu de lecture du livre d'Éric Toussaint, Bancocratie

lundi 15 septembre 2014, par François Chesnais

Bancocratie est le dernier ouvrage en date d'Éric Toussaint, dont la production intellectuelle a été très importante – seize ouvrages depuis 1998, sans compter les très nombreux chapitres à des livres collectifs et les notes publiées à peu près chaque semaine sur le site du CADTM. Éric m'a demandé personnellement de faire une recension du livre, en ajoutant qu'il m'invitait à être aussi critique que je pensais devoir l'être. Le livre a reçu des recensions très élogieuses, notamment dans *L'Humanité* et dans *Politis*. Sa diffusion n'a rien donc à craindre d'une critique un peu plus sévère. Comme pour beaucoup de ses ouvrages précédents, *Bancocratie* résulte du travail inlassable d'Éric Toussaint, mais aussi, ainsi qu'il le rappelle lui-même dans l'avertissement, à l'abondant matériau venant de l'équipe très active du CADTM. La préface claire de Patrick Saurin donne un éclairage théorique qui comble un peu son insuffisance dans le livre lui-même.

L'entrée au gouvernement Hollande d'Emmanuel Macron, ex-associé-gérant ou fondé de pouvoir de la banque Rothschild, comme ministre de l'économie, venant après tant d'autres nominations très importantes du même type, donne toute son actualité au titre du livre. Celui-ci cependant n'est pas un pamphlet, mais un travail dont l'auteur fixe la barre très haut. Éric Toussaint annonce que son livre « décortique le fonctionnement des banques et met à jour leurs accointances avec les gouvernements et l'ensemble des grandes entreprises privées. Il révèle l'un des visages du capitalisme : la bancocratie. (...) Le livre apporte un nouvel éclairage permettant (aux 99 %) de mieux connaître l'ennemi, de comprendre ses motivations et la logique des politiques qu'il impose. Il permet aussi de réfléchir sur les alternatives nécessaires et possibles pour construire un monde dans le bon sens : celui des peuples et de la nature » (p. 22).

Paradoxalement, le travail aidera avant tout celles et ceux qui sont déjà assez familiers avec la finance. Il se compose de quarante chapitres, dont la longueur très variable va de deux à quarante pages. Il contient un très grand nombre d'informations précieuses et des analyses spécifiques précises. On citera le chapitre 2 sur les bilans bancaires (même s'il aurait bénéficié, comme pour de nombreux développements ultérieurs, d'une explication comme quoi les banques sont à proprement parler, ainsi que la Commission européenne les désigne dans plusieurs textes, des conglomérats financiers), le chapitre 18 sur la spéculation financière (elle ne se limite pas aux banques) sur les matières premières et les aliments, le chapitre 23 sur la banque britannique HSBC, le 24 sur la manipulation du Libor, ou encore le 27 sur la banque suisse UBS. Il y a aussi beaucoup d'éléments très utiles dans les chapitres où il est question de la BCE, d'abord brièvement dans le chapitre 20, puis dans les chapitres 30, 32 et 33, mais le cheminement de l'analyse rend leur lecture difficile. D'autres chapitres contiennent, sur des questions très

pointues, des fiches d'analyse très bien faites sous forme d'encarts. Le chapitre 38 sur « le dilemme des banquiers centraux » – l'échec de la politique de création monétaire illimitée dont ils font le constat et l'impossibilité où ils sont d'en sortir – et ses dix points très détaillés en petits caractères en sont un exemple.

Pour qu'il y ait « un nouvel éclairage », et même pour que tous les lectrices et les lecteurs puissent pleinement profiter de la masse d'informations contenue dans ce livre épais, il aurait fallu un cadre théorique solide. L'absence s'en fait sentir dès l'annonce de plan (p. 9). Éric Toussaint se lance dans la présentation des données et des analyses ponctuelles. Ce n'est qu'aux pages 76-77, dans une courte section sur le « mythe de la fécondité du capital » que des questions théoriques sont abordées. Et là, elles le sont seulement sous la forme d'une citation très longue et très dense du dernier livre de Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'ineffable*. Celle-ci aurait exigé des explications détaillées pour qu'elle aide à comprendre les mécanismes financiers complexes sur lesquels l'attention est constamment portée. Bien expliquer ce que signifie le « mythe de la fécondité du capital », ou encore le fétichisme de l'argent, c'est-à-dire l'illusion qui nourrit le capital à l'époque de la domination de la finance « d'être capable de s'auto-engendrer, de se valoriser en dehors de toute réalité productive » (p.77), en aurait effectivement beaucoup facilité la compréhension. Il aurait fallu que la citation vienne bien plus tôt et qu'il y ait ensuite un aller-retour fréquent entre les éléments théoriques qu'elle contient et la progression de l'analyse. Le « drame de la finance » – pour ainsi dire – est qu'elle croit pouvoir s'affranchir du travail, plus précisément du travail producteur de plus-value (ou, comme les nouvelles traductions de Marx disent, de survaleur) alors qu'elle en est totalement tributaire. Or, il n'est question de la plus-value que très tard dans le livre (p. 339-342) dans un chapitre inattendu et là encore sous la forme d'une très longue citation de

l'édition 2007 de *L'introduction au marxisme* d'Ernest Mandel. Elle est pourtant indispensable à une compréhension de la finance. Le thème central de la cinquième section du livre III du *Capital* (le tome 7 aux Éditions sociales) à savoir que l'intérêt et le dividende sont des divisions du profit résultant de l'exploitation du travail, qui sont opérées au bénéfice du capital comme propriété, aurait pu être utilisé par Éric comme l'un de ses fils conducteurs. C'est parce qu'en dépit des efforts de chaque capitaliste pour accroître le taux d'exploitation, le flux de plus-value, pas seulement aux États-Unis mais à l'échelle mondiale, est devenu insuffisant que le capital-argent, pour fructifier, a dû se reporter, à la fin des années 1990, sur l'endettement des ménages. Celui-ci a été autant un mécanisme de ponction directe sur les salaires qu'un instrument de soutien de la demande. Le bond de l'endettement étatique et du service de la dette publique en ont pris le relais après 2008. C'est aussi pour cela que la titrisation et les autres opérations spéculatives ont connu une telle croissance dans les années 2000.

Les références faites à Marx sont extrêmement réductrices. Elles se limitent à une citation relative aux liens entre l'essor des banques et la dette publique tirée du livre premier du *Capital* et des allusions imprécises aux passages sur leur parasitisme spéculatif. Or, dans les chapitres de la cinquième section du livre III du *Capital*, on trouve une analyse des activités bancaires, des éléments constitutifs des bilans bancaires et du capital fictif. La puissance des banques n'a pas été fondée seulement sur les prêts aux États et le service de la dette, mais aussi, et pendant une phase décisive (en gros depuis 1850 en Grande-Bretagne et dans sa sphère impériale, qui incluait le canal de Suez, et jusqu'en 1910 en Allemagne et aux États-Unis), sur les prêts aux capitalistes industriels et le financement de l'investissement (on ne trouve pas la moindre référence à Hilferding). Leur croissance a inclus dès le milieu du XIX^e siècle déjà la centralisation de la petite épargne (« de petites sommes dont chacune isolément est incapable d'agir comme capital-argent, sont réunies en masses importantes », Marx, *Le Capital*, p. 67). Avant de chercher à présenter « l'étonnante évolution des banques de Karl Marx à aujourd'hui », il aurait fallu d'abord mieux expliquer le rôle qu'elles sont appelées à remplir dans le mouvement de l'accumulation et qu'elles ne remplissent plus. À partir de la fin des années 1990, l'hypertrophie des marchés financiers et la montée même du fétichisme de l'argent ont été l'expression du fait que la ponction financière avait pris le pas sur le financement de l'investissement, qu'on était passé de « la finance pour l'industrie à l'industrie pour la finance ». Dorénavant, la plupart des opérations, de plus en plus compliquées, allaient porter sur la répartition entre entités financières de fractions d'un montant insuffisant de plus-value, d'où l'importance de deviner où se trouve le mistigri, où la roulette du casino va s'arrêter, mais aussi de savoir passer juste à temps « les patates chaudes », les titres les plus pourris, aux autres traders. Le problème, bien sûr, c'est que menées à une échelle immense, en utilisant l'effet de levier dont le livre parle bien, ces opérations ont conduit en 2008 de grandes entités à la faillite et menacé le système financier international tout entier.

La difficulté de dater le début de situation de porosité complète entre le système bancaire (plus ou moins) régulé et la finance de l'ombre (le *shadow banking*) tient au passage subreptice du hors bilan et des opérations de gré à gré bilatérales entre banques ou entre banques et fonds de placement à la création d'un réseau dense de transactions non régulées qui interdisent aux autorités d'apprécier le montant des dettes privées (qui incluent les dettes interbancaires). Le *shadow banking* est le développement ultime du hors bilan, le tout effectivement permis par la libéralisation financière menée par les gouvernements. Mais la « grande récession » comme on la nomme aux États-Unis n'est pas seulement le fait de l'explosion des dettes privées. La crise financière de septembre 2008 n'a pas été caractérisée seulement par sa très grande violence et l'extrême rapidité de sa contagion internationale, mais aussi par sa transformation en l'espace de quelques semaines en crise économique mondiale, avec une forte chute de la production et des échanges commerciaux et une montée rapide du chômage, auxquelles un plancher n'a été mis que grâce à la Chine. La crise financière a révélé l'ampleur de la suraccumulation et de la surproduction pas seulement dans l'immobilier, mais dans les secteurs sur lesquels l'accumulation avait reposé, à commencer par l'automobile. L'augmentation massive des dettes privées a prolongé l'accumulation et la « promesse de la richesse pour tous », et a porté la suraccumulation et la surproduction à leur point de rupture fin 2008-début 2009. Si les banques centrales doivent, comme dit Éric Toussaint, « choisir entre la peste et le choléra », (p. 359), c'est notamment parce que cette suraccumulation et cette surproduction ne sont pas résorbées. Dans son récent rapport, la Banque des règlements internationaux (BRI) parle d'une « impression déconcertante de découplage entre le dynamisme des marchés et l'évolution sous-jacente de l'économie mondiale », pour caractériser la situation économique mondiale et constater l'échec des « politiques monétaires accommodantes ».

Le livre se termine par un long chapitre sur les alternatives qui représente une sorte de synthèse entre les conclusions de l'analyse des dérives de la finance menée par Éric Toussaint (les dix-neuf propositions des pages 385-395), des préconisations-revendications qui lui sont communes avec Attac et les Économistes atterrés, et d'autres enfin qui relèvent de l'anticapitalisme proprement dit. Mais il affaiblit singulièrement son propos en écrivant « ce que les chapitres qui précèdent démontrent, c'est qu'on ne peut pas faire confiance aux capitalistes pour posséder et diriger les banques » (p. 394) et encore que « même si la mobilisation sociale arrache certaines mesures de réglementation, (...) les capitalistes chercheront par tous les moyens à récupérer une partie du terrain perdu, ils multiplieront les activités leur permettant de contourner les réglementations, ils utiliseront leurs puissants moyens financiers pour acheter l'appui de législateurs et gouvernants, afin de déréglementer de nouveau et d'augmenter au maximum leurs profits sans prise en compte de l'intérêt de la majorité de la population ». (p.395). Cela, l'ensemble du mouvement altermondialiste le sait, mais ce qui n'enlève rien à l'énorme travail mené par Éric.